

Près de 2 000 manifestants étaient réunis au départ de Battant pour participer au mouvement lycéen. Photo Franck Lallemand

Analyse / « Ce mouvement prend de l'ampleur et va continuer », estime la sociologue bisontine Gaëlle Ronsin

Enseignante-chercheuse au laboratoire de sociologie et d'anthropologie (LASA) de l'université de Franche-Comté, et par ailleurs parmi les premiers signataires des Soulèvements de la Terre, Gaëlle Ronsin donne sa lecture du mouvement lycéen et désormais aussi estudiantin. Interview.

Socio-anthropologue, quelle analyse avez-vous de ce mouvement, parti des lycées et désormais étendu aux facultés ?

« En tant qu'enseignant-chercheur, on ne peut que soutenir le mouvement, qui porte avant tout sur les conditions matérielles des lycéens puis des étudiants, mais aussi leur critique de la plateforme Parcoursup et du caractère anxiogène de celle-ci. »

Pour autant, avec moins de 5 % des lycées bloqués, ne voit-on pas à l'œuvre une certaine tyrannie des minorités ? Sans compter les violences. Bref, n'y a-t-il pas un problème quant au mode d'expression de ces revendications ?

« Je vais parler de ce que je connais, à savoir la fac de lettres. L'université n'est pas bloquée, elle est occupée. Les cours classiques ne sont pas assurés les jours de mobilisation comme ce mardi, mais il y a un ensemble d'activités proposées : assemblées générales, cours alternatifs, réunions, échanges… Ce n'est pas un arrêt. »

Tout de même, en tant que sociologue, quelle est votre lecture du blocus de certains lycées ?

« Je ne suis pas sociologue de l'éducation, donc je ne me prononcerai pas. »

On a l'impression de revendications fourre-tout et parfois contradictoires. Y en a-t-il une qui vous semble faire sens au milieu de ce qui peut sembler un brouhaha ?

« C'est loin d'être un brouhaha. Au contraire, il y a une mobilisation très claire sur les conditions d'existence des lycéens. Notamment en termes d'inégalités de traitement entre lycées, où selon les lieux et les géographies sociales, on n'a pas les mêmes conditions d'enseignement. Et ce qui est intéressant, c'est que les autres lycées, plus favorisés, se sont mis en solidarité. Après, il peut y avoir des revendications parfois propres à chaque endroit. »

Quant à l'instrumentalisation de ces mouvements par l'extrême gauche, pointée par les services de renseignement ?

« Il faudra me fournir les documents des services en question… En tout cas, ce n'est pas ce que j'ai constaté, avec une faculté ouverte, et des assemblées générales avec des débats à plein de niveaux, avec des profs, des syndicats étudiants… »

Justement, est-ce que les problèmes soulevés ne peuvent pas être réglés au sein des instances représentatives des établissements, associant élèves, parents et équipes pédagogiques, plutôt que dans la rue ?

« C'est aussi un problème national, une façon dont sont affectés les moyens ! »

Reste qu'on n'a jamais autant consacré d'argent à l'enseignement, pour moins d'élèves et de moins bons résultats à en croire le classement Pisa…

« Je ne peux pas vous répondre car l'Éducation nationale n'est pas mon sujet. Je suis dans l'enseignement supérieur. »

Quelles suites voyez-vous à ce mouvement ?

« Ce qui est intéressant, c'est que ce mouvement n'est pas né d'une opposition à une réforme mais à des conditions de vie. Et nous sommes plutôt sur un mouvement qui prend de l'ampleur et qui va continuer. Dans les prochaines semaines, c'est sûr en tout cas. Et il ne s'agit pas que d'une question de moyens. Il faut vraiment écouter l'ensemble de la jeunesse mobilisée. »

● **Propos recueillis par Pierre Laurent**